



CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

CH/vg

Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Procès-verbal de la réunion du 18 juin 2014

ORDRE DU JOUR :

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 14 mai 2014
2. 6629 Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance
 - Rapporteur : Monsieur Lex Delles
 - Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat (disponible le 3 juin 2014)
3. Suppression projetée de la branche de langue française aux classes de 12^e et 13^e de la division administrative et commerciale de la formation du technicien (demande de mise à l'ordre du jour de la sensibilité politique « déi Lénk » du 20 mai 2014)
4. Divers

*

Présents : M. Claude Adam, M. Gilles Baum, M. Eugène Berger, Mme Tess Burton, M. Lex Delles, M. Emile Eicher, M. Georges Engel, M. Claude Haagen, Mme Martine Hansen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Fernand Kartheiser, M. Claude Wiseler
M. Justin Turpel, observateur

M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Antonio De Carolis, M. Carlo Welfring, du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Christiane Huberty, de l'Administration parlementaire

Excusé : M. Serge Wilmes

*

Présidence : M. Lex Delles, Président de la Commission

*

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 14 mai 2014

Le projet de procès-verbal susmentionné est adopté.

2. 6629 Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance
- Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

La Commission procède à l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi sous rubrique. Cet avis a été rendu le 3 juin 2014 suite à l'introduction d'une série d'amendements parlementaires en date du 30 avril 2014. Ces amendements visaient essentiellement à tenir compte des trois oppositions formelles émises par le Conseil d'Etat dans son avis du 25 février 2014, ainsi que des observations de la Haute Corporation au sujet du pouvoir discrétionnaire du ministre en matière de dérogation à la limite d'âge.

M. le Président-Rapporteur constate que, dans son avis complémentaire du 3 juin 2014, le Conseil d'Etat marque en principe son accord avec les amendements parlementaires. Il formule seulement une recommandation d'ordre purement formel au sujet de l'article 11, qu'il convient d'adopter.

Echange de vues

- Suite à un questionnaire concernant la notion de « formation initiale » figurant sous le point a) du premier alinéa du nouvel article 2 de la loi du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2^e Chance (ci-après : « loi du 12 mai 2009 ») (article 2 du présent projet de loi), il est expliqué que dans ce cas précis, le terme vise l'ensemble de la première formation, dispensée dans le cadre de l'enseignement secondaire, de l'enseignement secondaire technique ou encore de la formation professionnelle initiale et de base. Il s'agit donc d'un terme générique.

L'objectif consiste à préparer les apprenants en vue de leur permettre soit une réintégration dans une formation initiale, soit une intégration dans la formation des adultes. De fait, pour des raisons évidentes, l'Ecole de la 2^e Chance (ci-après : « l'Ecole ») ne peut pas offrir toutes ces formations et voies de formation dans leur intégralité.

En ce qui concerne plus spécifiquement la formation professionnelle, l'Ecole propose la première année de formation professionnelle DAP dans certains métiers. L'objectif consiste à permettre aux apprenants concernés d'intégrer par la suite essentiellement l'apprentissage-adultes, qui tient compte des spécificités de son public cible.

- En relation avec l'article 2 du présent projet de loi, qui vise à remplacer l'article 2 de la loi du 12 mai 2009, il est encore relevé que dans le premier alinéa, la formation des adultes est mentionnée tant dans le point a) évoquant « l'organisation de formations en vue de

réintégrer le dispositif de la formation initiale ou de la formation des adultes » que dans le point c) faisant état de « l'organisation de formations dans le cadre de la formation des adultes ».

A ce sujet, il est expliqué que, d'un côté, comme signalé ci-dessus, l'Ecole prépare les apprenants pour leur permettre d'intégrer, entre autres, la formation des adultes. Mais, de l'autre côté, elle offre aussi elle-même certaines formations qui s'inscrivent dans le cadre de la formation des adultes. Etant donné que ces dernières formations relèvent d'une législation séparée, relative au Service de la formation des adultes, il convient de les mentionner à part.

- S'agissant de l'article 4 du présent projet de loi, qui vise à remplacer l'article 7 de la loi du 12 mai 2009, il est soulevé la question de savoir si la désignation des modules figurant au premier alinéa est adaptée à la terminologie en vigueur dans la formation professionnelle.

En réponse, il est expliqué que ce libellé est repris du dispositif actuellement en vigueur et que sa mise en pratique n'a pas donné lieu à des problèmes jusqu'à présent. Il vise essentiellement à faire ressortir qu'à l'Ecole, la formation est organisée sous forme modulaire, étant entendu que les détails concernant des dérogations à apporter aux programmes en vigueur, aux grilles des horaires et aux critères de promotion peuvent être précisés par règlement grand-ducal.

- La première phrase de l'alinéa 2 du nouvel article 7 prévu pour la loi du 12 mai 2009 dispose que « [l]es objectifs visés ainsi que les matières enseignées à l'Ecole sont les mêmes que les objectifs et les programmes de l'enseignement secondaire et secondaire technique ainsi que de la formation des adultes ». Ne faudrait-il pas ajouter à cette énumération la formation professionnelle, qui englobe, depuis la mise en œuvre de la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, la formation professionnelle de base (CCP), ainsi que la formation professionnelle initiale comprenant le régime professionnel (DAP) et le régime de la formation de technicien ?

En réaction, il est fait valoir que d'un point de vue institutionnel, la formation professionnelle fait partie de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

- Il est constaté que la dernière phrase de l'alinéa 2 du nouvel article 7 prévu pour la loi du 12 mai 2009 mentionne uniquement les « notes finales des examens de fin d'études secondaires ou secondaires techniques », et non les projets intégrés finals de la formation professionnelle. Dans l'optique où, comme exposé ci-dessus, l'Ecole offre uniquement la première année de la formation professionnelle, cette omission semble justifiée. Il se pose alors toutefois la question de savoir pourquoi le troisième tiret de l'alinéa 4 du même article dispose que l'Ecole peut offrir « le cycle moyen et le cycle supérieur de l'enseignement secondaire technique, y compris la formation professionnelle ». Ne serait-il pas indiqué de mentionner seulement le cycle moyen en relation avec la formation professionnelle ?

En réponse, il est expliqué que la présente modification de la loi du 12 mai 2009, qui veut tenir compte des expériences gagnées au cours des premières années de fonctionnement de l'Ecole, est censée conférer une certaine durabilité au cadre légal. Il s'agit donc de ne pas se doter d'office d'un cadre trop restrictif, afin de pouvoir procéder par la suite à d'éventuelles adaptations sans devoir légiférer à chaque fois.

Cette explication soulève l'observation selon laquelle, dans le cas où l'on veut disposer d'une certaine marge de manœuvre, il faudrait, pour des raisons de cohérence, aussi mentionner le projet intégré final à l'alinéa 2.

- Concernant l'article 5 du projet de loi qui vise à remplacer l'article 8 de la loi du 12 mai 2009, il est relevé que le point 2 du nouveau libellé prévu mentionne, en relation avec le domaine pratique de l'enseignement offert à l'Ecole, « l'apprentissage pratique à l'atelier scolaire ». Il est fait valoir que, dans l'hypothèse où il serait visé à permettre à l'Ecole d'offrir éventuellement, dans un avenir plus ou moins rapproché, l'ensemble du cycle moyen et supérieur de la formation professionnelle, ce terme n'est pas suffisant. Il faudrait mentionner aussi l'enseignement professionnel.

A ce sujet, il est précisé que l'Ecole n'est pas obligée de reprendre telle quelle la terminologie qui a cours dans l'enseignement secondaire et secondaire technique.

- Suite à un questionnaire relatif au libellé prévu pour le nouvel article 11 de la loi du 12 mai 2009 (article 6 du présent projet de loi), il est expliqué que l'Ecole pratique à la fois une évaluation sommative (attribution de notes) et une évaluation formative (évaluation des compétences). Cela vaut aussi pour la première année de la formation professionnelle. Dans cette formation, l'Ecole travaille d'un côté avec les bulletins utilisés de façon générale dans la formation professionnelle et misant sur une approche par compétences, mais, de l'autre côté, elle offre aussi des branches complémentaires, dans lesquelles les apprenants se voient attribuer des notes.

M. le Président-Rapporteur se propose de finaliser son projet de rapport pour la réunion du mercredi 2 juillet 2014, à 9 heures.

3. Suppression projetée de la branche de langue française aux classes de 12^e et 13^e de la division administrative et commerciale de la formation du technicien (demande de mise à l'ordre du jour de la sensibilité politique « déi Lénk » du 20 mai 2014, cf. annexe)

Le représentant de la sensibilité politique « déi Lénk » expose qu'à la rentrée scolaire 2014-2015, la classe de 12^e de la division administrative et commerciale de la formation de technicien fonctionnera pour la première fois selon le système modulaire de la formation professionnelle réformée. En vertu des nouvelles grilles horaires, adoptées le 16 avril 2014, le français ne ferait pas l'objet d'un module à part dans les classes de 12^e et de 13^e de la division précitée. De fait, il y serait prévu d'intégrer les compétences langagières françaises dans les modules de l'enseignement professionnel. Ces projets ont soulevé des questionnements de la part des acteurs concernés, d'autant que précisément dans la division administrative et commerciale, l'enseignement du français revêt une importance non négligeable. S'y ajoute qu'au cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, les élèves ont souvent des difficultés en français, de sorte qu'il serait sans doute opportun de leur proposer également dans les classes supérieures un enseignement de français. Bon nombre d'élèves sont en effet susceptibles de faire encore des progrès considérables en matière de compétences langagières une fois qu'ils disposent d'une certaine maturité. Par ailleurs, le programme de français en vigueur jusqu'à présent dans les classes visées semble tout à fait adapté au public cible, dans la mesure où il combine des éléments de grammaire, de lecture et d'expression. Il accorde une importance particulière à des sujets d'actualité et peut ainsi contribuer tant à la formation à la citoyenneté qu'à la transmission de valeurs.

Aussi bien les enseignants que les acteurs du secteur professionnel craignent que suite à la suppression du français en tant que branche, les élèves de la division en cause n'aient plus la possibilité de rattraper, avant la fin de leurs études post-fondamentales, d'éventuels déficits en français. Il ne faut pas oublier qu'outre la finalité de préparer les élèves à la vie professionnelle, la formation de technicien devrait leur permettre aussi de s'engager dans des études supérieures.

A souligner que ce ne sont nullement des considérations d'ordre arithmétique en termes de besoins en enseignants de français qui animent les concernés, mais plutôt des soucis d'ordre pédagogique.

Il serait au demeurant intéressant d'avoir des informations relatives aux grilles horaires prévues pour les autres divisions de la formation de technicien.

L'orateur estime qu'au-delà de ce questionnement précis concernant la grille horaire de certaines classes bien déterminées, il serait opportun de mener une discussion plus approfondie sur la formation professionnelle en général, où l'on relève un certain malaise. C'est dans cette optique qu'il a introduit, le 15 mai 2014, une demande d'interpellation à ce sujet. Il serait utile que ce débat puisse avoir lieu encore avant l'interruption estivale.

Y est également lié le sujet de la réforme du lycée et du lycée technique qui pourra être discuté à fond une fois que le Conseil d'Etat aura émis son avis sur le projet de loi 6573. Dans ce contexte se pose la question de l'opportunité d'intégrer la formation de technicien dans la formation professionnelle.

Enfin, le fait signalé ci-dessus renvoie à la problématique de l'enseignement des langues en général, tel qu'il est pratiqué dès l'enseignement fondamental et même à un stade plus précoce.

Prise de position par M. le Ministre

Pour ce qui est de l'interpellation concernant la formation professionnelle, M. le Ministre estime qu'il serait opportun qu'elle puisse avoir lieu dès que l'on aura dégagé des solutions viables pour répondre aux problèmes qui se posent actuellement dans cette formation. Le Ministère entretient à cet effet des contacts renforcés avec les chambres professionnelles. Il résulte d'ores et déjà de ces échanges qu'un consensus pourra être trouvé pour répondre aux critiques justifiées concernant l'implémentation de la réforme de la formation professionnelle. Il semble évident qu'au-delà des solutions transitoires qui ont été mises en œuvre pour répondre aux problèmes les plus urgents, une modification législative est inévitable. L'orateur souligne toutefois que dans le cadre de cette discussion, il faut se garder de tout dénigrement global et peu nuancé, afin de ne pas nuire davantage à l'image de cette formation et de ne pas décourager les jeunes de choisir cette voie.

Quant à la question de l'opportunité d'intégrer la formation de technicien dans la formation professionnelle, M. le Ministre estime qu'il s'agit d'une décision qui a été prise dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle.

L'orateur considère que la problématique de l'enseignement des langues ne se réduit effectivement pas à des questions relatives à la grille des horaires de certaines classes. Le programme gouvernemental esquisse certaines pistes en la matière. Il importera d'adopter une approche cohérente dans l'ensemble de l'enseignement fondamental et post-fondamental. A un stade plus précoce, c'est-à-dire au niveau des structures d'accueil des enfants âgés de 0 à 3 ans et de l'éducation précoce, il s'agira de favoriser tout particulièrement la pratique de l'oral.

S'agissant du sujet précis qui figure à l'ordre du jour de la présente réunion, M. le Ministre expose que le développement des compétences en langue française constitue effectivement un objectif essentiel de la division administrative et commerciale de la formation de technicien. Pour cette raison, dans les classes de 10^e et de 11^e de cette division, l'enseignement du français a été renforcé par rapport aux mêmes classes des autres divisions. En effet, le français y est obligatoire et comporte quatre leçons hebdomadaires. C'est ainsi que les élèves devraient pouvoir acquérir, dans ces deux classes, une base solide en français. Dans les classes subséquentes de la division en question, il s'agit, d'une part, de maintenir le contact avec cette langue et, d'autre part, de permettre aux élèves de compléter leurs connaissances par l'acquisition d'un certain vocabulaire technique. Dans cette optique, il a été prévu que dans les classes de 12^e et de 13^e, l'enseignement du français se ferait désormais (à partir de 2014-2015 en 12^e et à partir de 2015-2016 en 13^e) dans le cadre des modules de l'enseignement professionnel. De cette façon, une plus grande place serait accordée à l'apprentissage du français dans des situations professionnelles proches des réalités du marché du travail. En classe de 12^e, l'enseignement en langue véhiculaire française comporterait plus de 20 heures hebdomadaires.

Force est de constater que ces projets ont donné lieu à certains malentendus. Entre-temps, une solution de compromis a pu être élaborée.

Explications de l'expert gouvernemental

L'expert gouvernemental précise que la classe de 10^e de la division administrative et commerciale de la formation de technicien a commencé à fonctionner en 2012-2013 selon le système de la formation professionnelle réformée. Comme le passage vers le nouveau régime se fait de manière progressive, la classe de 12^e de cette division sera concernée pour la première fois en 2014-2015. À l'exception des nouvelles formations, toutes les autres divisions de la formation de technicien ont commencé à fonctionner selon le nouveau régime en 2011-2012 et une vingtaine de formations, désignées de « formations phares », ont démarré dès 2010-2011.

En ce qui concerne l'enseignement des langues, il avait été retenu, au moment de la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle, que dans le régime professionnel (DAP), les élèves auraient une langue dominante, tandis que dans le régime de la formation de technicien, ils auraient deux langues dominantes. À la même occasion, il avait été décidé que l'enseignement général serait identique pour toutes les divisions du régime professionnel, d'une part, et pour toutes les divisions du régime de la formation de technicien, d'autre part.

Par conséquent, les grilles horaires des formations du régime de technicien prévoient, de la classe de 10^e à celle de 13^e, quatre leçons hebdomadaires de langues dans l'enseignement général, à savoir deux leçons obligatoires d'anglais ainsi que deux leçons de français ou d'allemand, au choix de l'élève.

Une exception a été faite pour la formation du technicien administratif et commercial, pour laquelle l'équipe curriculaire a voulu que les trois langues soient enseignées obligatoirement avec un nombre plus élevé de leçons de français. À noter au passage que, dans la même optique, au niveau de la section des agents administratifs et commerciaux du DAP, il a été prévu que deux langues, à savoir le français et l'allemand, seraient enseignées obligatoirement.

Ainsi, dans la formation du technicien administratif et commercial, l'anglais et l'allemand sont enseignés des classes de 10^e à 13^e à raison de deux leçons hebdomadaires, tandis que le français est enseigné en classes de 10^e et de 11^e, dans le cadre de l'enseignement général spécifique, à raison de quatre leçons hebdomadaires. Pour cet enseignement, une équipe encadrée par le SCRIPT a élaboré un programme afférent, avant de se pencher sur celui de la classe de 12^e.

Étant donné que la grille horaire des classes de 12^e ne comporte plus d'enseignement général spécifique, il était toutefois prévu, pour la classe de 12^e de la formation du technicien administratif et commercial, d'intégrer les compétences langagières françaises dans les modules de l'enseignement professionnel. À noter qu'un modèle analogue avait été retenu, dès la classe de 10^e, pour la section des agents administratifs et commerciaux du DAP.

Concrètement, pour la classe de 12^e de la formation du technicien administratif et commercial, l'équipe curriculaire, qui est responsable de l'enseignement professionnel, avait prévu deux modules de 6 leçons hebdomadaires dont 3 leçons seraient assurées par un enseignant de français et 3 par un maître de cours spéciaux. Or, suite à cette intégration du français dans l'enseignement professionnel, il ne figurait plus en tant que branche dans la grille horaire.

Suite à la réaction de l'Association des professeurs de français, les membres de l'équipe encadrée par le SCRIPT et de l'équipe curriculaire responsable de la formation se sont concertés et ont retenu d'intégrer un module de français au sein de l'enseignement professionnel des classes de 12^e et de 13^e de la formation de technicien de la division administrative et commerciale. Ce module à raison de deux leçons hebdomadaires regroupera les compétences langagières ayant trait au développement de la langue

française, issues des différents modules de l'enseignement professionnel, et il sera enseigné par des enseignants de français.

Echange de vues

- Le représentant de la sensibilité politique « déi Lénk » considère qu'il serait opportun que l'interpellation concernant la formation professionnelle en général puisse être évacuée le plus tôt possible, de préférence avant l'interruption estivale.

- S'agissant de l'enseignement des langues dans l'éducation précoce, le représentant de la sensibilité politique « déi Lénk » fait valoir qu'il faut néanmoins éviter qu'il ne revête un caractère trop scolaire.

- Prenant acte des explications selon lesquelles il était prévu de permettre aux élèves de 10^e et de 11^e de la formation de technicien de la division administrative et commerciale d'acquérir une solide base en français, le représentant de la sensibilité politique « déi Lénk » estime que, comme signalé ci-dessus, ces élèves présentent souvent des déficits considérables qui se sont accumulés au cycle inférieur. Il ne faut pas perdre de vue que même au-delà des deux classes précitées, bon nombre d'élèves peuvent faire encore des progrès considérables en matière de compétences langagières une fois qu'ils disposent d'une certaine maturité. Dans la pratique, il conviendra donc de tenir compte de cette donnée.

- Pour ce qui est de la solution retenue pour la grille horaire de la classe de 12^e de la formation de technicien de la division administrative et commerciale, il est précisé que dans le cadre de la concertation susmentionnée, il s'est révélé que les compétences langagières en français que l'équipe curriculaire avait prévu d'intégrer dans certains modules et le programme élaboré par la commission compétente pour l'enseignement général se rejoignent dans une large mesure. Comme développé ci-dessus, pour des raisons de visibilité, il a été finalement retenu de faire figurer dans la grille horaire de l'enseignement professionnel un module « langue », consacré au français et assuré par des enseignants de français. A noter toutefois que dans d'autres modules, les élèves seront aussi en contact avec le français.

- Suite à un questionnaire afférent, M. le Ministre fait valoir qu'il aurait préféré que l'Association des professeurs de français recherche d'abord le dialogue avec lui-même et les services concernés, avant de faire part de ses craintes par le biais des médias.

De façon générale, l'orateur estime qu'il n'appartient pas au ministre de se pencher sur des questions précises concernant les grilles horaires et les programmes. Il serait en effet utile de prévoir une structure où de telles questions puissent être discutées de manière objective par les acteurs compétents, y compris, le cas échéant, par des représentants du domaine professionnel concerné. C'est ainsi qu'il pourrait aussi être veillé à assurer la cohérence entre les programmes des différentes matières et à améliorer la transition entre l'enseignement fondamental et la première année de l'enseignement secondaire ou secondaire technique. A rappeler que le programme gouvernemental prévoit justement la création d'un conseil national des programmes.

- En relation avec les formations qui offrent le choix entre le français et l'allemand, il est soulevé la question de l'adéquation avec le marché du travail, où, dans bien des cas, un tel choix n'existe pas. Il faut donc éviter de créer des discriminations en termes de débouchés.

Un autre membre donne à penser que, s'il est certes un atout de maîtriser plusieurs langues, bon nombre de travailleurs frontaliers ne sont pas multilingues mais s'intègrent sans difficultés au marché du travail luxembourgeois. En ce sens, surtout dans le domaine de la formation professionnelle, il faut veiller à ce que les élèves puissent accéder à une qualification, même sans avoir un niveau élevé dans toutes les langues.

M. le Ministre rejoint ce point de vue. Comme le préconise le programme gouvernemental, il s'agit en effet de trouver un équilibre entre la valorisation du multilinguisme comme atout majeur de l'enseignement luxembourgeois, d'une part, et la nécessité de permettre aussi à des élèves qui ne sauraient atteindre un niveau élevé dans toutes les langues d'accéder à une qualification adéquate, d'autre part. A cet effet, il convient d'adopter une approche cohérente tout au long des différentes phases du développement et de la scolarisation des enfants et des jeunes.

Suite à une intervention afférente, il est confirmé qu'il importe évidemment d'analyser les besoins et les exigences réels du marché du travail en matière de compétences linguistiques. Or, surtout dans le domaine de l'artisanat, il n'est pas toujours évident d'établir un profil linguistique clair et net pour une branche déterminée. Il se trouve en effet qu'y compris dans une même branche, ces besoins peuvent varier, par exemple en fonction de critères géographiques.

4. Divers

Comme signalé ci-dessus, la prochaine réunion de la Commission aura lieu le **mercredi 2 juillet 2014, à 9 heures**.

Luxembourg, le 8 juillet 2014

Le Secrétaire-administrateur,
Christiane Huberty

Le Président,
Lex Delles

Annexe :

Demande de mise à l'ordre du jour de la sensibilité politique « déi Lénk » (20 mai 2014)

Déi Lénk : Demande de mise à l'ordre du jour de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse d'un point concernant la suppression projetée de la branche de langue française aux classes de 12^e et 13^e de la division administrative et commerciale de la formation du technicien.

Transmis en copie pour information

- aux Membres de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**
- aux Membres de la Conférence des Présidents**
- à M. le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**
- à M. le Ministre aux Relations avec le Parlement**

Luxembourg, le 20 mai 2014.

Le Secrétaire général de la Chambre des Députés,



Justin Turpel
Député

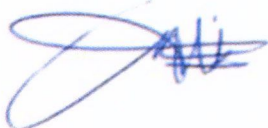
Luxembourg, le 20 mai 2014

Objet: Demande de mise à l'ordre du jour de la commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse d'un point concernant la suppression projetée de la branche de langue française aux classes de 12^e et 13^e de la division administrative et commerciale de la formation du technicien

Monsieur le Président,

Suite aux informations de ce jour relatives à une conférence de presse de l'Association des professeurs de langue française, de même que la publication d'un communiqué de presse par le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse concernant la suppression projetée de la branche de langue française aux classes de 12^e et 13^e de la division administrative et commerciale de la formation du technicien, je vous prie de bien vouloir mettre ce point à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et d'y inviter Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Veuillez croire, Monsieur le Président, à l'expression de mes sentiments respectueux.



Justin Turpel,
Député